République du Tchad







TENDANCES RÉCENTES ET SITUATION ACTUELLE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION DES ADULTES (EdFoA)

Rapport national du Tchad

Ministère de l'Education National

avril 2008

SIGLES

ACCT : Agence de Coopération Culturelle et Technique ACRA : Association de Coopération Rurale en Afrique ACORD : Association de Coopération et de Recherche pour le

Développement

ATALTRAB: Association Tchadienne pour l'Alphabétisation et la Traduction

de la Bible ;

BELACD: Bureau d'Etudes et Liaison des Activités Caritatives et de

Développement

BEPC: Brevet d'Etudes du Premier Cycle;

CAPAL: Comité d'Appui aux Activités Alphabétisation ;

CNELAT : Comité National pour l'Elimination de l'Analphabétisme au

Tchad

CEBNF: Centre d'Education de Base non Formelle

CECR/U Centre d'Education Communautaire rural et urbain ;

CEPE Certificat d'Etudes Primaires Elémentaires

CFCA: Centre de Formation des Cadres d'Alphabétisation;

CM2 Cours Moyen 2èmeAnnée;

CONEFE: Comité National pour l'Education et la Formation en liaison avec

l'Emploi

DAPLAN: Direction de l'Alphabétisation et de la Promotion des

Langues Nationales;

DENF: Direction de l'Education non Formelle;

DGAPLAN: Direction Générale de l'Alphabétisation et de la Promotion des

Langues Nationales;

DIAL : Direction de l'Alphabétisation ;

DPLN: Direction de la Promotion des Langues Nationales;

EBNF: Education de Base Non Formelle;

EDST : Enquête Démographique de Santé au Tchad ;

E.P.T.: Education Pour Tous;

ECOSIT : Enquête sur la Consommation et le Secteur Informel

au Tchad:

E.F.E: Education – Formation – Emploi; ENI: Ecole Normale d'Instituteurs;

FAD: Formation à Distance;

FAPLG: Fédération des Association pour la Promotion des Langues du

Guéra:

GTZ: Coopération Allemande

IPAENF: Inspection Pédagogique d'Alphabétisation et d'Education

non Formelle

MEBSA: Ministère des Enseignements de Base, Secondaires et de

l'Alphabétisation

M.E.N: Ministère de l'Education Nationale;

OIF; Organisation Internationale de la Francophonie;

ONG: Organisation Non Gouvernementale;
PAM Programme Alimentaire Mondial

PAN/EPT: Plan d'Action National de l'Education Pour Tous ; PARSET: Programme d'Appui à la Réforme du Secteur de

L'Education au Tchad;

PAEF: Plan d'Action pour l'Education et la Formation

SAENF: Secteur d'Alphabétisation et d'Education non Formelle;

SECA: Secrétariat d'Etat Chargé de l'Alphabétisation; SECADEV: Secours Catholique pour le Développement;

SE/CONEFE: Secrétariat Exécutif du Comité National pour l'Education et la

Formation en liaison avec l'Emploi;

SIDA: Syndrome Immuno Déficent Acquis

SNRP Stratégie National pour la Réduction de la Pauvreté ; UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Education, la

Science et la Culture

UNICEF: Fonds des Nations Unies pour l'Enfance;

Introduction:

Le présent Rapport est élaboré par quatre groupes de travail du Ministère de l'Education Nationale qui ont recueilli des informations auprès des partenaires impliqués dans les actions d'éducation et de formation des adultes. Un atelier de validation de trois jours a permis à l'ensemble des partenaires de toiletter le document.

Les principaux points du rapport sont développés suivant le caneva reçu et se présentent comme suit :

- 1. Aperçu général de la situation de l'EdFoA au Tchad
- 2. Situation de l'EdFoA au Tchad
- 3. Recherche, Innovation et Bonnes Pratiques
- 4. Alphabétisation des Adultes
- 5. Attentes à l'égard de la CONFINTEA VI et perspectives d'avenir pour l'EdFoA

I. Aperçu général de la situation dans le pays

Le Tchad, fait partie des cinq pays les plus vastes du continent africain avec une superficie de 1284000km². Situé au cœur du continent, le Tchad est un pays enclavé, sans débouchés maritimes. Le port le plus proche de ses frontières, Douala, au Cameroun, se situe à 1600 kilomètres. Le pays se caractérise par des conditions climatiques difficiles. Les sols sont exposés à une dégradation importante à cause de la désertification. Son sous-sol est riche en minerais.

La population très inégalement repartie est estimée à 9, 3 millions d'habitants en 2005. La densité est très faible : 0,1 habitant au km² dans la région du Borkou Ennedi Tibesti (BET) sur une moyenne nationale estimée à 5,6 habitants par km² La majorité de cette population vit en milieu rurale (plus de 80%).

Les langues officielles sont le français et l'arabe. Quelques 120 langues nationales coexistent au Tchad dont une quinzaine seulement sont codifiées et utilisées dans l'alphabétisation. Plusieurs autres langues font l'objet d'études par la Société Internationale de Linguistique (SIL).

L'objectif de la politique de l'éducation, formation et alphabétisation est de promouvoir les ressources humaines en vue de permettre aux populations à jouer leur rôle moteur dans le processus de développement. Deux raisons fondamentales font de l'éducation le socle principal du processus de développement socio économique engagé par le gouvernement en début du millénaire :

- la faible productivité de l'économie résultant d'un niveau de formation très limité du capital humain (95% des emplois sont dans le secteur informel dont 72% dans

le secteur agro-pastoral, pour une population active à 74,2% non instruite, et le marché de l'emploi n'absorbe que 10% des sortants du supérieur chaque année);

- l'impact de l'investissement éducatif sur les autres secteurs (santé, fécondité, environnement, etc.)

Ainsi, dans le moyen et long terme, l'éducation est la première priorité de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté au Tchad. Une place importante est accordée à l'alphabétisation des adultes et à l'Education des jeunes déscolarisés et non scolarisés. Cette volonté politique en matière d'alphabétisation est nettement attestée dans les documents de stratégie tels que le plan d'action de l'Education pour Tous (PAN/EPT). Le Plan d'Action national pour l'Education et la Formation (PAEF), la stratégie d'Education de Formation en liaison avec l'Emploi (EFE) et le Programme d'Appui à la Réforme du Secteur de l'Education au Tchad (PARSET). Le Tchad entend centrer son action sur les axes suivants :

- le développement de l'éducation des adultes par l'intégration de la composante alphabétisation fonctionnelle dans tous les programmes de développement ;
- l'Initiative pour l'Alphabétisation : savoir pour pouvoir (LIFE)
- l'encadrement des jeunes déscolarisés et non scolarisés de 10-14ans en vue de les préparer à la vie active ;
- la promotion des langues nationales en tant qu'instrument des apprentissages fondamentaux au même titre que les langues officielles (français/arabe);
- le partenariat avec les institutions gouvernementales, les organismes internationaux, les organisations non gouvernementales (ONGs) les associations de lutte contre l'analphabétisme, les comités de développement des langues nationales, etc.

II. <u>Situation de l'éducation et la formation des adultes au Tchad</u>

1. Politiques, législation et financement

1.1. Cadres législatifs, politiques et administratifs de l'EdFoA

Indépendant le 11 août 1960, le Tchad s'est engagé dès les premières heures de son existence en tant qu'Etat souverain à promouvoir des activités destinées à rendre effectif pour tous, le droit à l'Education. Membre de l'UNESCO, le Tchad a participé à la conférence de Téhéran en 1965 à l'issue de laquelle la réorientation de l'Education des adultes vers une alphabétisation fonctionnelle a été recommandée. Le Tchad a également pris part à la Vème Conférence internationale sur l'Education des adultes tenue du 14 au 18 juillet 1997 à Hambourg en Allemagne.

Le Tchad a participé au Forum Mondial sur l'éducation pour tous tenu à Dakar en Avril 2000 et a adhéré aux six (6) objectifs parmi lesquels se trouve ce spécifique à l'alphabétisation et l'éducation des adultes.

Aussi, il a participé à la Conférence Régionale sur l'alphabétisation et l'éducation organisée par l'UNESCO à Bamako en septembre 2007 qui a lancé l'initiative pour l'alphabétisation savoir pour pouvoir (LIFE) (2006 – 2015). Ayant inscrit la valorisation des ressources humaines au premier rang de ses priorités, le Tchad a fait sienne <u>la déclaration de Hambourg</u> sur l'Education des adultes.

1.1.1. Les cadres législatifs et politiques où s'inscrit l'EdFoA

De 1997 à nos jours, des actes ont été posés par le Gouvernement de la République du Tchad en faveur de l'éducation et de la formation des adultes.

D'abord, quelques mois avant la tenue de la V^{ème} Conférence sur l'Education des adultes, **la Constitution,** adoptée par voie référendaire le 31 mars 1996, détermine en ses Articles 9 et 35 le droit à l'instruction à chaque citoyen. Le Français et l'Arabe sont les langues officielles et le Gouvernement est autorisé à voter des Lois relatives à la promotion et au développement des langues nationales.

La Loi N° 16 du 13 mars 2006, portant orientation du système éducatif tchadien et le Décret N° 414 du 17 mai 2007, portant organisation du Ministère de l'Education Nationale viennent confirmer cette ferme volonté en matière d'éducation et de formation des adultes.

1.1.2. Les objectifs prioritaires en EdFoA

L'éducation et la formation des adultes doivent être complètes et susceptibles d'améliorer les conditions de vie des populations, de promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes et de permettre aux plus démunis d'acquérir des compétences nécessaires pour participer pleinement à la vie économique et sociale, et à contribuer à l'édification d'une société plus juste et plus équitable. Ces objectifs d'importance capitale sont classés par ordre de priorité :

- renforcer la cohésion nationale en encourageant la prise de conscience de l'appartenance au Tchad ;
- réduire à court terme et éradiquer à moyen terme l'analphabétisme ;
- éduquer et former la population pour diversifier et améliorer la production et maîtriser la gestion des ressources naturelles et la protection de l'environnement ;
- renforcer le capital intellectuel des populations pour accroître leur capacité d'organisation, de mobilisation et de décision pour prendre en main leur propre développement en conformité avec les objectifs de la politique de la décentralisation ;

- assurer la participation communautaire et favoriser une meilleure gestion des activités d'intérêt collectif;
- contribuer à la lutte contre le chômage des jeunes et contre l'exode rural en facilitant et en encourageant leur retour et leur réinsertion dans les villages ;
- développer la prévention contre les maladies sexuellement transmissibles et en particulier le VIH/SIDA.

1.1.3. Gestion de l'EdFoA au niveau gouvernemental

✓ Les ministères concernés

La gestion de l'éducation et de formation des adultes est assurée par le Ministère de l'Education Nationale en partenariat avec quelques départements ministériels qui sont :

- Ministère de la Justice ;
- Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Formation Professionnelle ;
- Ministère de la Culture ;
- Ministère de la Jeunesse et des Sports ;
- Ministère de l'Agriculture ;
- Ministère de l'Elevage ;
- Ministère de la Défense Nationale ;
- Ministère de l'Environnement et de l'Eau;
- Ministère de la Fonction Publique;
- Ministère du Commerce et du Développement Industriel;
- Ministère de la Santé Publique ;
- Ministère des Affaires Sociales et de la Solidarité;
- Ministère de la Communication.

L'organisation administrative de l'EdFoA

La gestion de l'éducation et de la formation est centralisée, mais au niveau des provinces on assiste à une forme de déconcentration.

• Au niveau central

L'Education et la Formation des Adultes est gérée par les institution suivantes :

o le Ministère de l'Education Nationale;

- o le Secrétariat d'Etat à l'Education Nationale Chargé de l'Alphabétisation;
- o la Direction Générale d'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales qui assure la coordination, l'animation et la gestion de toutes les activités d'alphabétisation, d'éducation non formelle et de développement des langues nationales. Elle s'appuie sur trois (3) Directions Techniques que sont :
 - La Direction de l'Alphabétisation;
 - la Direction de l'Education de Base Non Formelle;
 - la Direction de la Promotion des Langues Nationales.

• Au niveau déconcentré

Les Inspecteurs Pédagogiques d'Alphabétisation et d'Education non Formelle(IPAENF), les Secteurs d'Alphabétisation et d'Education non Formelle (SAENF) assurent la mise en œuvre de l'éducation et de la formation des adultes. On dénombre 58 IPAENF dans les Départements et 202 SAENF dans les Sous-préfectures et Arrondissements.

L'éducation et la formation des adultes sont également assurées par des Organisations Non Gouvernementales, des Associations de la Société Civile, des Confessions religieuses, des Groupements communautaires.

✓ Les modalités de gestion de l'EdFoA

La gestion concertée des activités d'alphabétisation se fait à travers un organe fédérateur. En effet, la coordination et la concertation entre les départements ministériels impliqués dans l'éducation et de formation des adultes sont rendues possibles par la création du Comité d'Appui aux Activités d'Alphabétisation (CAPAL). Ce comité a pour mission la définition des orientations générales sur les contenus des programmes, les méthodes de formation et les normes de qualification professionnelle des adultes.

1.1.4. Les politiques et les stratégies d'application de l'EdFoA par d'autres secteurs

Les autres secteurs s'appuient sur les structures d'éducation et de formation des adultes du Ministère de l'Education Nationale pour asseoir leurs politiques sectorielles. Au niveau du développement rural, les agents agricoles utilisent l'alphabétisation pour mieux transmettre les techniques culturales. Les agents de santé profitent de la présence massive des femmes

dans les centres d'alphabétisation pour enseigner les notions élémentaires d'accouchement aux matrones du village.

1.1.5. Les principaux obstacles au développement de l'EdFoA

L'inadéquation entre les intentions politiques et les moyens mis en œuvre ne permet pas d'assurer l'éducation et la formation des adultes comme on aurait souhaité. Quelques obstacles subsistent :

- sur le plan budgétaire, les moyens mis à la disposition de la Direction Générale de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales pour conduire les activités d'EdFoA sont insuffisant;
- sur le plan des ressources humaines, l'on constate une insuffisance de qualitative et quantitative du personnel intervenant dans le secteur de l'éducation des adultes ;
- sur le plan politique, le pays ne dispose pas une politique nationale spécifique du secteur d'alphabétisation et d'éducation de non formelle.

✓ Quelques objectifs pour surmonter les obstacles

En vue de surmonter ces obstacles, des plaidoyers ont été faits régulièrement à l'endroit du Gouvernement et autres partenaires à l'occasion des séminaires, des conférences nationales et internationales, mais des réponses satisfaisantes n'ont été trouvées. Il s'agit des objectifs liés au financement de l'alphabétisation dans les secteurs de développement, à la prise en charge des facilitateurs, à la formation des enseignants/facilitateurs, etc.

1.1.6. Impact d'autres politiques sur l'EdFoA

S'agissant d'autres politiques, il existe un cadre d'action national de lutte contre le VIH/SIDA au sein du Ministère de l'Education Nationale qui organise les actions de formation et de sensibilisation au niveau des services et des établissements du ministère sur l'ensemble du territoire national. Les facilitateurs utilisent les thèmes de causeries débats sur la santé et particulièrement sur le VIH SIDA pour sensibiliser les apprenants.

1.2. Financement de l'EdFoA

En matière de financement, le Gouvernement met chaque année un budget à la disposition du Ministère de l'Education Nationale permettant aux structures d'éducation et de la formation des adultes à conduire les activités d'alphabétisation.

1.2.1. Investissements publics dans l'EdFoA

a) Part du budget de l'Education affectée à l'alphabétisation

La part du budget de l'Etat consacré à l'alphabétisation par rapport à celui de l'Education Nationale a augmenté progressivement de 0,88 en 1997 à 1,58% en 2001. A partir de 2002, on assiste à une évolution en dents de scie pour atteindre 0,96% du budget de l'Education en 2007.

Budget Général de l'Etat discriminé en part de l'Education et de l'Alphabétisation sur 11 ans (en milliers de F CFA)

Année Rubriques	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Budget Etat	73 126 000	85 494 682	92 780 255	246 292 000	331 550 000	398 919 000	395 724 188	484 246 759	527 199 830	727 605 255	689 041 935
Budget Education	12 733 000	12 435 780	13 926 030	26 084 331	26 160 821	35 577 972	46 144 377	54 667 476	58 010 347	57 860 947	73 472 468
% budget Educ/Etat	17,4	14,5	15,0	10,6	7,9	8,9	11,7	11,3	11,0	8,0	10,7
Budget Alpha Etat	111 983	232 496	252 373	358 372	413 673	392 240	467 706	523 736	560 877	465 861	470 121
Budget Alpha Extérieur						5 000	234 294	184 321	153 406	327 378	233 500
Total Alpha	111 983	232 496	252 373	358 372	413 673	397 240	702 000	708 057	714 283	793 239	703 621
% budget Alpha/Educ	0,88	1,87	1,81	1,37	1,58	1,12	1,52	1,30	1,23	1,37	0,96

Source : Budget général de l'Etat

Dans ces budgets, les salaires absorbent une grande partie. Le reste est consacré à la formation des enseignants/facilitateurs, à l'acquisition des livrets d'alphabétisation, à l'élaboration des matériels didactiques et à la célébration de la journée Internationale de l'alphabétisation.

- Les activités engagées sont :
 - achat de fournitures et mobiliers de bureau ;
 - achat de matériels informatiques ;
 - formation des cadres, des encadreurs et des animateurs
 - production des matériels didactiques ;
 - missions de terrain pour suivi et évaluation etc.
- les organismes responsables sont :
 - le Ministère de l'Education Nationale;
 - la Direction Générale de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales ;
 - les structures déconcentrées.

b) part du budget affecté à l'éducation des adultes à partir d'autres secteurs

Plusieurs départements ministériels investissent dans l'EdFoA. Mais compte tenu des événements qu'à connu le pays en début du mois de février 2008, nous ne pouvons fournir un détail.

c) Part du budget de l'EdFoA au niveau local

L'Education et la Formation des Adultes ne sont pas bien perçues par les autorités au niveau local. Rares sont des lignes budgétaires votées et consacrées à l'alphabétisation par ces entités. Toutefois, les communautés participent aux activités en apportant des contributions diverses.

d) Autres investissements, par exemple fonds régionaux, organisations transnationales, etc.

En ce qui concerne d'autres investissements, certains organismes tels que la BID, l'IDA, l'OIF, la Coopération Suisse, l'UNICEF, la GTZ ... financent des activités d'éducation et de formation des adultes sur l'ensemble du pays.

1.2.2. Investissements des donateurs bilatéraux/multilatéraux dans l'EdFoA :

Plusieurs ONG, organismes nationaux et internationaux oeuvrant aux cotés du Tchad ont financé chaque année des activités d'éducation et de formation des adultes dont voici quelques réalisations :

Montants annuels et les domaines/activités

Années ONG/ organismes	MONTANT	ANNEE DE FINANCEMENT	ACTIVITES REALISES
ACCT	23.500.000	1997, 1998 et 2001	Formation à Distance de 228 agents d'alphabétisation
UNICEF	1.533.000.000	2001-2006	Acquisition de matériels didactiques et de formation des alphabétiseurs
PARSET/ IDA	1 850 910 000 F	2003-2007	Célébration de la Semaine Nationale de l'Alphabétisation
Agence des Musulmans d'Afrique	179.600.000	2004-2006	Formation des alphabétiseurs et des enfants non scolarisés en menuiserie, soudure, électricité et informatique.
ISSESCO	12.000.000	2006	Dotation des ONG oeuvrant dans le domaine de l'alphabétisation en 80 matériels informatique

1.2.3. Soutien du secteur privé/des entreprises à l'EdFoA

✓ Dépenses annuelles du secteur privé

S'agissant des entreprises privées à l'échelle tant nationale qu'internationale, nous pouvons dire que rares sont celles qui financent directement ou indirectement l'éducation et la formation des adultes.

1.2.4. Soutien de la société civile à l'EdFoA

Compte tenu de la politique de désengagement de l'Etat, plusieurs groupements, associations, ONG laïc et religieuses exercent des activités d'éducation et de formation des adultes à travers l'ensemble du territoire nationale. Il s'agit de :

- Confessions religieuses: les Eglises Catholiques, Protestantes et les Associations Islamiques;
- Les ONG: SECADEV, World Vision, Université Populaire, BELACD, ACRA, SIL, l'ATALTRAB, ACORD, DAWA Al ISLAMIA, DARNA, FAPLG, Agence des Musulmans d'Afrique, Association de l'Appel Islamique, etc.

1.2.5. Contributions des apprenants/individus à l'EdFoA

Contrairement à la gratuité de l'école tchadienne, les apprenants contribuent matériellement et/ou financièrement au fonctionnement des centres d'alphabétisation. Au niveau de l'Association SIL, les apprenants participent à hauteur de 10%.

1.2.6. Incitations financières directes ou indirectes destinées à l'EdFoA

✓ Mesures spécifiques ou de mesures globales

Il n'existe pas au Tchad d'autres incitations financières directes ou indirectes destinées à appuyer l'éducation et la formation des adultes. La nouvelle perspective est que chaque entité décentralisée peut créer une ligne budgétaire en vue de soutenir les activités d'alphabétisation. Toute fois, l'on observe l'octroi de quelques bourses de formation des cadres à l'extérieur du pays.

1.2.7. Repères pour le financement de l'EdFoA

Il n y a pas d'objectifs clairement définis pour le financement de l'éducation et la formation des adultes. Toutefois les appels répétés d'intégrer les programmes d'éducation des adultes dans tous les projets de développement sont des repères pour assurer le financement du secteur de l'alphabétisation.

Par ailleurs, plusieurs autres repères existent pour financer l'éducation et la formation des adultes. Il s'agit de fixer des taxes sur les appels téléphoniques au profit des utilisateurs analphabètes qui ne savent pas manipuler les chiffres sur les cellulaires. Ces taxes peuvent s'étendre à la consommation des produits comme le tabac, l'alcool ou les médias.

2. Qualité des services d'éducation et de formation des adultes : offre, participation et acquis

2.1. Offre d'EdFoA et cadres institutionnels

2.1.1. Quelles sont les institutions chargées de la gestion et de la coordination de l'EdFoA au niveau national ?

Les institutions chargées de la gestion et de la coordination de l'Education et de formation des adultes sont :

- Le Ministère de l'Education Nationale (MEN);
- Le Secrétariat d'Etat à l'Education Nationale chargé de l'Alphabétisation (SECA);
- La Direction Générale de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (DGAPLAN);
- La Direction de l'Alphabétisation (DIAL);
- La Direction de l'Education non Formelle (DENF);
- La Direction de la Promotion des Langues Nationales (DPLN).

Toutes ces Institutions du Ministère de l'Education Nationale travaillent en collaboration avec celles des autres ministères impliqués dans les actions d'éducation et de formation des adultes. L'organe fédérateur de cette collaboration est le Comité d'Appui aux Activités d'Alphabétisation (CAPAL), anciennement appelé Comité National pour l'Elimination de l'Analphabétisme au Tchad (CNELAT).

2.1.2. Tableau 1 : Programmes d'EdFoA mis en œuvre

Liste des	a) I	ournisseur			b) Domaine		c) Groupe(s) cible(s)	d) Coût du programme	e) Source de financement
programmes	Public/ État	OSC	Privé	Compétences générales	Compétences techniques	Production de savoir, innovation			
Programme de Formation à Distance des Agents d'Alphabétisation	DAPLAN/ MEN			Connaissances en alphabétisation	Didactiques de formation des adultes	Utilisation de la radio comme médium d'enseignement	Animateurs des centres d'alphabétisation	7 000 000 F CFA	Agence Intergouvernemen tale de la Francophonie
Programme d'Appui à l'Alphabétisation et à l'Education non Formelle	MEN			Lecture, écriture et calcul écrit	Activités génératrices de revenus	Méthode Reflect et Stratégie de faire-faire	- Adultes des 15 ans et plus ; - Jeunes de 10-14 ans.	1 850 910 000 F CFA	Banque Mondiale/Etat
Appui aux Organisations d'auto promotion par l'Alphabétisation Fonctionnelle		Université Populaire		Lecture, écriture et calcul écrit	Tenue de cahier : cahier de caisse, cahier stock, compte rendu, procès-verbaux et autres articles	La méthode reflect, la méthode appelée Star (stipping,, stone and reflect); l'environnement lettré et culturel	Femmes de 18 ans et plus	18 000 000 F CFA	DVV Internationale
Programme Education de Base et Développement du Jeune Enfant (Volet Education non formelle, sous composante Alphabétisation et Education de base non formelle)	Coopération Tchad-Unicef (2001 – 2006)			Lecture, écriture et calcul écrit	Connaissances en matière de santé, nutrition et bien être familial	Techniques et méthodes d'alphabétisation, Méthode REFLECT, Activités génératrices de revenus.	- Femmes de 15- 65 ans Jeunes de 10 - 14 ans	1 315 825 000 F CFA	Unicef et ses partenaires

Liste des	a) I	Fournisseur	ı		b) Domaine		c) Groupe(s)	d) Coût du	e) Source de
programmes	Public/ État	OSC	Privé	Compétences générales	Compétences techniques	Production de savoir, innovation	cible(s)	programme	financement
- Programme d'alphabétisation pour éveiller les populations sur les questions liées au développement (VIH/SIDA, Gestion des ressources, scolarisation des enfants et surtout celle des filles, droits humains); - Programme d'éducation au développement endogène; - Programme d'appui socio éducatif aux filles.			BELACD	generales	Développement des compétences stratégiques techniques et financières	Méthode des thèmes (MDT), discussion en petit groupe, autonomisation des apprenants et leurs communautés	15 à 35 ans	18 000 000 F 29 400 000 F 14 000 000 F 11 067 000 F	FSPS CEI Don privé Bénéficiaires
Programme de Fédération des Associations de Promotion des Langues du Guéra (FAPLG)		FAPLG		Lecture , écriture et calcul écrit	Connaissance en matière de santé, nutrition bien être familial, VIH/ SIDA et des activités génératrices de revenues		15 ans et plus	27 596 395 F pour l'année 2007	Gouvernement Suédois à travers la SIL et la participation locale des bénéficiaires dont le montant s'élève à 3 156 960 F
Projets d'alphabétisation et de développement des langues (18 projets des langues)		SIL		Lecture, écriture et calcul écrit	Connaissance en matière de santé, nutrition bien être familial, VIH/ SIDA et des activités génératrices de revenues		-préscolaire -15 ans et plus	(Données non disponibles)	-Parents et Eglises des personnels -Appui des communautés à hauteur de 10%

2.1.3. Existe-t-il des passerelles entre les approches formelles et non formelles ? Si oui, lesquelles ?

Dans le programme d'éducation des jeunes déscolarisés et non scolarisés, il existe un système de passerelle après un cycle de 4 ans. Les jeunes ayant bien assimilé les programmes d'études et qui peuvent continuer leur cursus scolaire ont la possibilité de passer avec leurs collègues du formel le concours d'entrée en 6^{ème}.

Pour les programmes d'alphabétisation des adultes, les meilleurs apprenants sont orientés dans les cours du soir où ils ont la possibilité de se familiariser avec les matériels didactiques du formel et poursuivre leur formation jusqu'au secondaire et au-delà.

2.1.4. Exemple d'une certification de l'Education et Formation des Adultes

Après deux campagnes d'alphabétisation fonctionnelle de 6 mois, les apprenants ayant satisfait aux tests d'évaluation sur les connaissances instrumentales (lecture, écriture et calcul écrit) reçoivent une attestation qui les déclare alphabétisés.

Au niveau de la post alphabétisation où les apprenants sont orientés vers des apprentissages spécifiques, des certificats sont remis aux meilleurs.

Pour l'éducation de base non formelle, bien que les niveaux 3 et 4 ne soient pas encore opérationnels, il est prévu que les apprenants en fin de cycle passent le Certificat d'Etudes Primaires en même temps que leurs collègues du CM2.

2.2. Participation à l'EdFoA

Evolution des effectifs par niveau et par sexe (3 campagnes)

		APPRENANTS												
		NIV 1		ı	NIV 2		P	OST&			ENS	BLE		
														-
2-2003	30411	37280	67691	15266	19754	35020	8470	9315	17785	54147	3	66349	7	496
4-2005	28549	33700	62249	17635	18813	36448	8983	17026	26009	55167	4	69539	55,76	706
5-2006	25450	32874	58324	15324	18532	33856	9021	10973	19994	49795		62379		174

Evolution des effectifs par sexe de 1997 à 2006

	1997 - 1998		199	8 - 1999		1999 - 2000			2000-2001			2001-2002				
emble	Э	27439	33382	60821	36136	47438	83574	51642	62212	113854	49595	63814	113409	51529	61140	12669

	2002-2003			200	03-2004	2004-2005 2005-2000					5-2006		
emble	54147	66349	120496	57841	66306	124147	55167	69539	124706	49795	62379	112174	

2.2.1. Données statistiques de la participation

✓ Taux de participation global par sexe, niveau d'études et âge

Taux de participation par niveau et par sexe

ANNEE	NIVEAU 1						NIVEAU 2					PO	ST ALP	HA				
	Н	%	F	%	Т	Н	%	F	%	Т	Н	%	F	%	Т			
2002-	3 0411	44,93	37	55,0	67	15	43,	19	56,4	35	8 470	47,6	9	52,3	17			
2003			280	7	691	266	59	754	1	020		2	315	8	785			

NB: Le taux de participation global par âge données n'est pas disponible.

✓ Données de participation aux différents programmes

Les chiffres de la participation au programme d'acquisition de la lecture, de l'écriture et du calcul (cf. tableau ci-dessus).

2.2.2. Etudes sur la non participation des groupes difficiles à atteindre

Des réflexions ont été menées sur la non participation des apprenants notamment les femmes dans les centres d'alphabétisation. Il s'agissait de savoir : i) si les charges ménagères et domestiques avaient une influence sur la fréquentation des adultes dans les centres d'alphabétisation, ii) quelles sont les conséquences du déficit alimentaire sur les apprentissages, iii) dans quelle mesure les influences socio culturelles peuvent constituer un frein à l'émancipation de la femme.

2.2.3. Etudes sur la motivation des apprenants

La forte déperdition des apprenants au cours d'une campagne d'alphabétisation a conduit les planificateurs à s'interroger sur le contraste observé entre l'engouement du début de campagne et la désertion des classes en fin de campagne. Faut-il considérer la non prise en compte des attentes des apprenants, le manque de professionnalisme des facilitateurs ou l'insuffisance d'une sensibilisation préalable ?

2.2.4. Mesures prises pour mobiliser les apprenants et accroître la participation

Pour libérer les apprenants des charges domestiques et leur permettre de participer aux formations, l'UNICEF a mis à leur disposition des moulins, des pompes d'eau potable, des charrettes, etc. En outre, elle a créé des Centres d'Education Communautaire Ruraux et Urbains

(CECR/U), des garderies au sein des centres d'alphabétisation pour favoriser la participation des mères d'enfants au cours d'alphabétisation.

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) motive certains apprenants par la distribution des rations sèches.

Pour respecter les tabous culturels, certains centres féminins d'alphabétisation sont animés par des facilitatrices.

2.2.5. Groupes cibles pour la fourniture d'EdFoA

Le gouvernement ayant opté pour l'alphabétisation fonctionnelle, les groupes cibles pour la fourniture de l'éducation et de la formation des adultes sont variés. Ceux-ci se présentent comme suit :

- Adultes de 15 ans et plus dont au moins 60% de femmes ;
- Personnes en milieu carcéral;
- Jeunes déscolarisés et non scolarisés ;
- Soldats des forces armées ;
- Réfugiés et personnes déplacées ;
- Etc.

2.2.6. Les repères relatifs à la participation

Le Tchad à travers le Ministère de l'Education Nationale a fixé des repères relatifs à la participation actuelle. Ces repères sont formulés en ces termes :

- La réduction du taux d'analphabétisme de 50 % d'ici l'an 2015 par l'alphabétisation fonctionnelle de 500 000 adultes âgés de 15 à 55 ans et plus ;
- L'introduction de l'éducation non formelle de 15 000 jeunes déscolarisés et non scolarisés de 10 à 14 ans en vue de permettre au bénéficiaires, notamment les femmes de disposer de capacités de mieux lutter contre la pauvreté;
- Le renforcement des acquis de l'éducation bilingue pour la modernisation des écoles coraniques qui constituent une frange importante du secteur non formelle ;
- L'accélération de l'alphabétisation des femmes pour réduire le taux d'analphabétisme à 50 % d'ici l'an 2015.

2.3. <u>Suivi et évaluation des programmes et appréciation des résultats</u>

2.3.1. Evaluation des apprentissages

Dans tous les programmes/projets d'alphabétisation, les apprentissages sont suivis et évalués.

Méthodes utilisées

- Le test (ensemble d'épreuves qui permettent de mesurer le niveau atteint par les apprenants);
- Le questionnaire
- L'entretien;
- L'observation systématique (voir comment les choses se passent, les noter et poser des questions lorsqu'on ne comprend pas);
- Les documents de consignation (registre des présences, fiches etc.).

2.3.2. Outils et mécanismes de suivi et l'évaluation des programmes

> Outils : Schémas analytiques

• Grille d'évaluation de lecture, l'écriture

Niveau	<u>Leçons</u>	
Niveau 1	- lire et écrire des lettres, des syllabes et des	26 lettres ou plus
	mots simples	25 syllabes
		20 mots
Niveau 2	- savoir lire et écrire des mots, de courtes	Un texte de 3 à 6 phrases
	phrases	Connaître les syllabes
Post-Alpha	- lire, écrire et comprendre des textes	- lire sans se tromper
	simples	- expliquer le texte lu
		- écrire une lettre

• grille d'évaluation de calcul

Niveau	Leçons	
Niveau 1		- de 0 à 9
	- lire et écrire les chiffres	- connaître la dizaine
	- effectuer de petites opérations simples	- poser correctement les
	- addition et soustraction avec et sans	opérations dans le sens vertical
	retenue	et horizontal
		- connaître le sens des signes de
		calcul
	- multiplication simple	- effectuer les opérations à 1 ou
	- division sans reste	2 chiffres
		- à 1 chiffres au multiplicateur
Niveau 2		- connaître la centaine et
	-lire les nombres et écrire	multiplier
		- poser et effectuer les
	- maîtriser les 4 opérations :	opérations sans se tromper
	Addition	- sans retenue et avec retenue
	Soustraction	- avec 2 ou 3 chiffres au
	Multiplication	multiplicateur
	Division	- sans reste et avec reste
		- comprendre l'énoncé, poser
	- résoudre de petits problèmes simples	des opérations et les résoudre

		- connaître les mesures de longueurs et les appliquer
Post-Alpha	 résoudre des problèmes complexes connaître les principales figures géométriques (carré, rectangle, triangle) connaître les principales mesures :	 énoncé qui demande deux opérations successives division avec deux chiffres au diviseur retenir et appliquer les règles de calcul (périmètre, surface) lire une montre connaître et appliquer les mesures et leurs équivalences
	Monnaie	

Mécanisme

- Evaluation initiale : permet de savoir si les conditions réunies rendent l'action possible et efficace ;
- Evaluation intermédiaire (à mi-parcours);
- Evaluation finale (résultats comparés aux objectifs fixés).

2.3.3. Utilisation des résultats

- Les lacunes observées dans la mise en œuvre des programmes d'alphabétisation par les structures de l'Etat ont conduit à l'introduction de méthodes participatives, notamment la stratégie du «faire faire» qui met en présence l'Etat, les partenaires techniques et financiers et les organisations de la société civile et les bénéficiaires;
- Les bons résultats observés dans l'enseignement en langues nationales ont encouragé le gouvernement à étendre l'expérience dans un grand nombre d'écoles primaires ;
- L'immensité de la mission d'alphabétiser près de 5 millions d'adultes analphabètes confiée à une direction technique au sein du Ministère de l'Education Nationale a conduit le gouvernement à créer une Direction Générale et trois directions techniques pour la gestion de l'éducation non formelle ;
- Etc.

2.3.4. Les repères réalistes par rapport aux résultats de l'EdFoA

Des repères réalistes qu'on pourrait fixer en matière des résultats dans notre contexte spécifique sont les suivants : avec un taux d'accroissement annuel de 0,6 % chez les hommes et 1,6 % chez les femmes, nous pourrions réduire les taux d'analphabétisme de l'ordre de 44,22 % pour les hommes et 56 % pour les femmes d'ici 2015.

2.4. <u>Statut et formation des personnels (enseignants/facilitateurs)</u>

2.4.1. Niveaux de formation et de qualification des enseignants/facilitateurs de l'éducation des adultes

Le principal critère de recrutement d'un facilitateur est le niveau BEPC. Mais dans les zones où le potentiel intellectuel est réduit, ce critère est ramené au niveau CEPE. Il arrive par ailleurs de rencontrer des facilitateurs de niveau Bac ou licence qui choisissent d'animer des centres en attendant un emploi promoteur.

Le cursus scolaire n'est pas exigé pour les néo-alphabètes aptes à faciliter les apprentissages dans les centres d'alphabétisation.

Tous ces facilitateurs exercent, pour la plupart, de manière bénévole ou sont pris en charge par les communautés bénéficiaires.

Il existe aussi des facilitateurs fonctionnaires recrutés parmi les instituteurs adjoints et instituteurs ayant suivi 2 à 3 ans de formation dans des écoles normales. En nombre limité, ces facilitateurs payés par l'Etat animent dans des centres d'éducation féminins et centres sociaux. Dans les centres d'instruction militaire, les animateurs d'alphabétisation sont choisis parmi les instructeurs.

✓ Moyens actuellement disponibles en matière de formation continue ou en cours d'emploi

Il existe au sein du personnel d'alphabétisation des cadres qualifiés qui assurent la formation initiale et continue des facilitateurs bénévoles dans le cadre des séminaires ateliers de 10 à 15 jours.

A cela s'ajoutent des enseignants du formel (instituteurs, professeurs du secondaire) qui reçoivent une formation continue en Techniques et Méthodes d'Alphabétisation. Depuis 2003, une filière professionnalisée en alphabétisation est créée au sein de l'Université de N'Djaména et assure la formation initiale et continue des agents d'alphabétisation aux grades de Conseillers Pédagogiques et Inspecteurs d'Alphabétisation.

Des démarches sont en cours pour la création des filières en alphabétisation au sein des Ecoles Normales d'Instituteurs pour la formation d'instituteurs adjoints et instituteurs en alphabétisation.

En ce qui concerne les moyens financiers pour la formation, le Tchad a longtemps compté sur les bailleurs extérieurs pour former ses animateurs. Actuellement, des lignes de crédits sont accordées dans le budget général de l'Etat pour la formation initiale et continue des enseignants du non formel.

2.4.2. Professionnalisation de l'éducation des adultes

Pour les enseignants/facilitateurs fonctionnaires, l'éducation des adultes est considérée comme une profession. Mais pour les animateurs bénévoles sans rémunération fixe, l'éducation des adultes n'est qu'une étape dans la recherche d'un emploi meilleur.

2.4.3. Proportion d'enseignants/facilitateurs de l'éducation des adultes par rapport au nombre total de personnels enseignants

Sur un ensemble de 4.104 agents d'alphabétisation en 2005-2006, 3.911 sont des facilitateurs recrutés par la communauté soit 95,3% de l'effectif du personnel d'éducation et de la formation des adultes. En fait, 193 agents seulement (4,7%) sont des enseignants de carrière, pour la plupart personnel administratif et d'encadrement.

2.4.4. Conditions de travail et de rémunération des personnels d'EdFoA

Les personnels d'éducation et de la formation des adultes travaillent dans des conditions précaires. Le niveau du budget alloué à l'éducation des adultes est si faible qu'il ne facilite pas le travail d'encadrement et de suivi-évaluation sur le terrain. Les cours d'alphabétisation sont dispensés dans des locaux d'emprunt ou sous des hangars construits en matériaux non durables. Les personnels chargés d'encadrement et de gestion de l'alphabétisation sont pour la plupart des fonctionnaires rémunérés par l'Etat. Quant aux animateurs bénévoles exerçant dans les centres d'alphabétisation, leur prise en charge est difficilement assurée par la communauté qui les paie souvent en nature. Comme la motivation de ces facilitateurs n'est souvent pas à la hauteur des tâches accomplies, ceux-ci abandonnent les apprenants en pleine campagne à la recherche des conditions meilleures.

Toutefois, les personnels qui sont employés par des ONG ou des organismes ont des rémunérations acceptables.

3. Recherche, innovation et bonne gouvernance

	3.1. Etat de recherche en éducation des adultes								
	1.1. Quels sont les principaux travaux de recherche en	•	ions 3.1.3. Principales conclusions de ces						
é	ducation des adultes réalisés récemment (au cours de	abordées et soulevées dans	ces travaux de recherche						
Ci	nq dernières années) dans votre pays ?	travaux de recherche							
1	Problématique de la Post-Alphabétisation au Tchad :	Faible utilisation des acquis	de o Dotation des structures en moyens						
	Mémoire de fin de cycle de Conseiller Pédagogique	l'Alphabétisation en post-alphabétisation	,						
	Alphabétisation par Mbouring Mbah Célestin, CFCA de		adéquats						
	Niamey (Niger), 2002		o Prise en charge des						
			animateurs/facilitateur						
2		•	·						
	pour l'Alphabétisation « cas du livret de lecture, écriture	dans la conception et l'élaboration	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·						
	<u>niveau I,</u> Mémoire de fin de cycle de Conseiller	matériels didactiques imprimés	les bénéficiaires						
	Pédagogique Alphabétisation par Aïch Garba, CFCA de								
	Niamey (Niger), 2002								
3.		1							
	<u>Tchad: cas de la Radiodiffusion Nationale,</u> Betel								
	Miarom, Mémoire de fin de cycle pour l'obtention d'une	•	structures en charge de l'alphabétisation						
	Maîtrise en Sciences et Techniques de l'Information et								
	de la Communication, Université de N'Djaména/Tchad,								
<u> </u>	2003								
4			· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·						
	au Tchad, Mémoire de fin de cycle d'Inspecteur		l'Alphabet National Tchadien afin de le						
	Principal en Alphabétisation par Samane Dana,		les rendre obligatoire						
_	Université de N'Djaména, 2006	langues nationales	Deteties des etceloses es es						
5.									
	<u>périurbaine de N'Djaména</u> , Mémoire de fin de cycle	méthodes d'enseignement	et humains, matériels et financiers						
	d'Inspecteur Principal en Alphabétisation par Kilma	, · ·	•						
	Saultidigué, Université de N'Djaména, 2006	d'alphabétisation	o Prise en charge des						
			animateurs/facilitateurs						

6.	Problématique de l'Alphabétisation des femmes en milieu rural dans le secteur Alphabétisation et de l'éducation permanente (SAEP) de Pala au Tchad, Mémoire de fin de cycle d'Inspecteur Alphabétisation Par Lazouné Louis Lévy, Université Abdou Moumouni Djoffo de Niamey au Niger, 2006	Fréquentations irrégulières des femmes dans les centres d'alphabétisation	Allégement des occupations quotidiennes des femmes
7.	Alphabétisation des femmes paysannes et son impact sur le développement socioéconomique à Moundou rural, Mémoire de fin de cycle d'Inspecteur Principal en Alphabétisation par DION-OUMA David, Université de N'Djaména, 2006	Faible impact de l'alphabétisation dû aux entraves socioéconomiques et culturelles	Amélioration des conditions d'alphabétisation des femmes en milieu rural : octroi des crédits à fonds perdu aux femmes exerçant les activités génératrices des revenus par exemple
8.	Problématique de mise en œuvre de l'EBNF des jeunes de 10 à 14 ans au Tchad : cas du Programme et du Projet Education Tchad-Unicef, Mémoire de fin de cycle d'Inspecteur Principal en Alphabétisation par PINABEÏ BANI, Université de N'Djaména, 2006	Comment ont été conçus et exécutés les programmes et les activités de l'EBNF des jeunes ?	 Echec de l'expérimentation Reprise de l'expérience avec réajustement des programmes et des stratégies de mise en œuvre
9.	Problématique de l'évaluation des centres d'alphabétisation Fonctionnelle dans la ville de N'Djaména; Mémoire de fin de cycle d'Inspecteur Alphabétisation par Golo Lazare, Université Abdou Moumouni Djoffo de Niamey au Niger, 2006	 Difficultés de l'évaluation des actions d'alphabétisation fonctionnelle dans la ville de N'Djaména Faible niveau des évaluateurs 	 Définition du cadre de l'évaluation : Clarification des objectifs à évaluer Elaboration des instruments d'évaluation Entente sur la méthode d'évaluation Formation en techniques et méthodes d'évaluation
10	Les axes opératoires pour l'Alphabétisation Fonctionnelle au Tchad, rapport de fin de cycle des Conseiller Pédagogique Alphabétisation à l'Université de N'Djaména en 2006, Mme Isseini Mouhoro née Alhéré Koïnodji	Difficultés de mobilisation de ressources pour le développement des activités d'alphabétisation	 Dotation des structures en moyens humains, matériels et financiers adéquats Prise en charge des animateurs/facilitateurs
11	. <u>La problématique de l'Alphabétisation au Tchad</u> , rapport de fin de cycle des Conseiller Pédagogique Alphabétisation à l'Université de N'Djaména en 2006, Tirkere Tenkoumale	Insuffisance des moyens adéquats pour la lutte contre l'analphabétisme	 Dotation des structures en moyens humains, matériels et financiers adéquats Prise en charge des animateurs/facilitateurs

40 0 ' ' de l'Alebek (l'es e escent de f'e de e ele de		Francisco de calabate (Carana
12. <u>Suivi de l'Alphabétiseur</u> , rapport de fin de cycle des		Formation des alphabétiseurs
Conseiller Pédagogique Alphabétisation à l'Université		
de N'Djaména en 2006, Biouh Pabamé Dallah.	Difficulté d'utiliantina de l'Alababat	Datation des atmostrates en recorde
13. L'Alphabétisation en langue dangléat de 1996 à nos		,
jours, rapport de fin de cycle des Conseille	 Insuffisance des matériels didactiques imprimés 	humains, matériels et financiers
Pédagogique Alphabétisation à l'Université de		adéquats
N'Djaména en 2006, NANG-OULDE Malloum		 Prise en charge des animateurs Acquisition rapide des outils
		o Apprentissage rapide du français par les documents de transition (dangléat
		- français)
14. L'analphabétisme en milieu Laka : cas de la sous	o Manque de formation des cadres et	, ,
préfecture de Bessao, rapport de fin de cycle des	• • • • • • • • • • • • • • • • • • •	animateurs/facilitateurs
Conseiller Pédagogique Alphabétisation à l'Université		o Dotation en moyens humains et matériels
de N'Djaména en 2006, YORAMNGONE Jean	 Absence de volonté politique 	
	o Insuffisance de matériels didactiques	
45 Francisco automo dos Ocuturo d'Education de Boso	imprimés	District and descriptions described
15. Evaluation externe des Centres d'Education de Base		Réajustement des stratégies de mise en
Non Formelle, étude réalisée par Dr. SALEH HAGAM e	d experimentation d EBNF	œuvre des CEBNF
HELOU DJARMA, Unicef, N'Djaména, 2003 16. Eléments pour la formation des formateurs er	- la préparation de la classe ;	Importance de la formation des
16. <u>Eléments pour la formation des formateurs er</u> alphabétisation, rapport de fin de cycle des Conseille		Importance de la formation des formateurs dans la mise en œuvre des
Pédagogique Alphabétisation, l'Université de		programmes d'alphabétisation
N'Djaména, 2007, Mahamat Ali Ahamat Amine	- les méthodes d'animation	programmes d'alphabetisation
17. Apport de l'Alphabétisation à l'Education de Base nor	- La fonctionnalité des centres	Différence d'approche entre l'éducation
Formelle au Tchad, rapport de fin de cycle des		de base non formelle et l'école primaire
Conseiller Pédagogique Alphabétisation, l'Université de		do saco non formello et l'occio primaire
N'Djaména, 2007,NOSSOR Wadaye		
18. L'influence de la langue Dangleat sur les villages	- La prédominance d'une langue sur	Les liens socio culturels sont sources
Dqdjo : cas de Baiwangue, Kounio, Siwilli, Badambi e		d'intégration nationale
Zouri, rapport de fin de cycle des Conseille		
Pédagogique Alphabétisation, l'Université de		
N'Djaména, 2007, BILAL Akouna Hassan		

3.1.4. Dans quelle mesure ces conclusions ont-elles servi à informer les politiques et les pratiques ? Quels effets ont-elles eu sur les pratiques ? Donnez des exemples.

Ces conclusions ont servi à informer les politiques à travers les recommandations faites au cours des différentes rencontres bilans tenues avec les décideurs et par transmission des rapports et recommandations.

Les suggestions ont souvent reçu un écho favorable auprès des autorités politiques. A chaque reforme du système éducatif, l'éducation non formelle gagne un peu de terrain. Il y a eu par exemple la prise en compte de l'alphabétisation dans les différentes dénominations du Ministère de l'Education Nationale. On peut citer le Ministère de l'Education de Base, Secondaires et de l'Alphabétisation (MEBSA) en 1997, la création d'un poste de Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Education Nationale Chargé de l'Alphabétisation en 2006 qui devient par la suite Secrétariat d'Etat à l'Education Nationale Chargé de l'Alphabétisation en 2007.

Au niveau technique, par Décret N° 414/PR/PM/MEN/07 du 17 mai 2007, la Direction de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (DAPLAN) a été érigée en Direction Générale de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (DGAPLAN) avec trois directions techniques que sont : la Direction de l'Alphabétisation (DIAL), la Direction de l'Education non Formelle (DENF) et la Direction de la Promotion des Langues Nationales (DPLN).

La visibilité des structures déconcentrées de l'Education et de la Formation des adultes est rendue possible par la création des Inspections Pédagogiques d'Alphabétisation et d'Education non Formelle(IPAENF) au niveau des départements et communes et des Secteurs d'Alphabétisation et d'Education non Formelle (SAENF) dans les sous préfectures et arrondissements.

D'autres effets non moins importants sont :

- La célébration de la journée Internationale de l'Alphabétisation le 8 septembre de chaque année : au lieu d'une journée, c'est toute une semaine de plaidoyer et de communication qui est consacrée à l'éducation et à la formation des adultes. Les résultats de ces manifestations se résument en une participation massive au cours d'alphabétisation, notamment des femmes ;
- o L'allocation d'un fonds important à l'alphabétisation dans le cadre du PARSET;
- o Etc.

3.2. <u>Innovations et exemples de bonnes pratiques</u>

3.2.1. En matière de formulation des politiques, de financements, de méthodes d'enseignement et d'apprentissage

En Matière de formulation des politiques

Dans le cadre du développement humain, une politique de l'éducation non formelle a été formulée et mise en œuvre. Cela s'est concrétisé par la création d'un corps d'alphabétisation à la Fonction Publique et d'une Filière Professionnalisée en Alphabétisation à l'université de N'Djaména.

En matière de financement

En matière de gestion des fonds, une Agence d'exécution du programme d'alphabétisation basé sur la stratégie du faire faire a été désignée. Ce changement de gestion est dû à une politique de responsabilisation des acteurs de l'alphabétisation dans le financement de l'éducation.

En matière de méthodes d'enseignement et d'apprentissage

Grâce à l'appui des partenaires, une politique de formation des agents d'alphabétisation a été mise en place. Il s'agit notamment de:

- L'introduction de la Formation à Distance (FAD) par le canal de la radiodiffusion;
- l'utilisation de la Méthode REFLECT dans quelques centres d'alphabétisation ;
- la formation des cadres d'alphabétisation dans les universités de N'Djaména et de Niamey (Niger) ;
- la capitalisation de l'Education de Base non Formelle (EBNF) dans le système éducatif :
- les échanges d'expériences dans les pays de la sous-région et autres (Guinée Conakry, Burkina Faso, Niger, Sénégal, Ghana, etc.)

3.2.2. En matière de mobilisation des apprenants, de participation de ces derniers à la conception des programmes, de leur accession au statut de partenaires

En matière de mobilisation

- Le lancement de la campagne d'Alphabétisation chaque année au cours du mois de novembre ;

- La sensibilisation des populations cibles par les agents impliqués dans l'alphabétisation ;
- Les émissions radiophoniques sur l'importance de l'alphabétisation et la présentation des activités de la Direction de l'Alphabétisation.

En matière de participation des apprenants à la conception des programmes

Dans la plupart des cas, les apprenants participent à la conception et à l'élaboration

des programmes d'apprentissage (par exemple avec la méthode REFLECT).

Accession au statut de partenaire

Les Associations de lutte contre l'analphabétisme, les groupements communautaires gérant les centres d'alphabétisation fonctionnelle et les communautés de développement des langues s'organisent et sont des partenaires de l'Education et de la Formation des Adultes.

3.2.3. Pour quelles raisons les exemples présentés ci-dessus sont-ils considérés dans votre pays comme des innovations ?

Ces exemples présentés ci-dessus sont considérés dans notre pays comme des innovations pour les raisons suivantes :

- La gestion transparente des fonds de l'éducation non formelle ;
- La formation à distance par la radio qui permet de toucher un grand public ;
- Une méthode active comme celle de REFLECT facilitant la participation des apprenants aux apprentissages ;
- La prise en compte des enfants déscolarisés et non scolarisés de 10 14 ans qui étaient laissés en dehors du système éducatif;
- La multiplication des instituts privés de formation ;
- Etc.

4. Alphabétisation des adultes

Le Tchad est l'un des pays africain le plus touché par l'analphabétisme. Selon l'Enquête Démographique et de Santé au Tchad EDST/ 2004, sur une population estimée à 7,2 millions d'habitants le taux d'analphabétisme est de 67 % dont 56 % des hommes et 78 % des femmes. Après avoir connu une évolution timide au début de l'indépendance en 1960, c'est véritablement avec la création de la Direction de l'Alphabétisation et de la Promotion des

Langues Nationales (DAPLAN) en 1991 et la mise en œuvre de la stratégie Education Formation en liaison avec l'emploi (EFE) que l'alphabétisation a pris son essor.

La population cible de l'alphabétisation concerne la tranche d'âge de 15 ans et plus. Mais depuis 1997, les jeunes déscolarisés et non scolarisés de 10 à 14 ans ont fait l'objet d'une attention particulière du Gouvernement. Ainsi, grâce à l'appui de l'UNICEF 25 centres d'éducation de base non formelle ont été expérimentés dans 5 zones.

Le dernier bilan des activités d'alphabétisation 2005-2006 présente 113.635 inscrits dont 50.442 hommes et 63.193 femmes soit 44,39 % des hommes et 55,61 % des femmes. Les centres d'alphabétisation sont au nombre de 2809 dont 420 centres masculins, 469 féminins et 1920 mixtes. On dénombre 3911 animateurs/facilitateurs dont 3126 hommes et 785 femmes. Quand bien même que la proportion des facilitatrices soit faible (20,07%) l'accent est mis sur l'alphabétisation des femmes et l'utilisation des langues nationales comme médium d'enseignement. C'est à juste titre que ces efforts en faveur des femmes ont été salués par la communauté internationale qui a décerné le 1^{er} prix UNESCO pour la lecture au Tchad en 1999.

L'éducation et la formation des adultes au Tchad comporte deux programmes : l'alphabétisation et l'éducation de base non formelle des jeunes.

- L'alphabétisation comporte 2 niveaux dont la durée de campagne varie de 6 à 7 mois. Chaque campagne dure quelques 150 heures, Soit 300 heures en deux campagnes pour déclarer un apprenant alphabétisé à l'issue d'une évaluation. La post-alphabétisation, étape de consolidation des acquis en lecture, écriture et calcul écrit, a une durée élastique qui dépend de la fonctionnalité de chaque type d'apprentissage. Elle donne aux apprenants la possibilité de maintenir et de développer les connaissances acquises, d'acquérir des compétences en vue d'améliorer leurs conditions de vie.
- L'éducation de base non formelle s'étend sur 4 ans et permet aux jeunes ayant dépassé l'âge scolaire de rattraper leur retard et d'apprendre un métier. Ce type d'éducation est encore en expérimentation dans quelques zones pilotes.

Le problème de l'alphabétisation au Tchad est la consolidation et l'application des acquis tout comme la banque des donnés.

L'alphabétisation au Tchad se déroule dans un espace de partenariat où les organisations de la société civile se partagent les activités avec les structures de l'Etat. On peut noter des contribution importantes des organisations telles que : SIL, UNICEF, UNESCO, ISESCO, GTZ, ACCT, SECADEV, ACORD, ACRA, ATALTRAB, BELACD, UP, FAPLG, World Vision, Coopération Suisse, Comités de langues, etc. Au sein de l'appareil étatique, de nombreuses institutions participent aux réalisations des actions d'éducation et de formation des adultes. Il s'agit du Ministère de l'Enseignement Supérieur à travers l'Université de N'Djaména qui forme les cadres d'alphabétisation, du Ministère de l'Agriculture à travers les centres de formation professionnelle rurale, du Ministère de l'Action Sociale et de la Famille à travers les centres sociaux éducatifs et les foyers féminins ruraux, etc.

4.1 Définition de l'Alphabétisation en contexte tchadien

Dans le contexte Tchadien, l'alphabétisation est un processus d'apprentissage permettant aux apprenants et aux communautés d'acquérir des connaissances instrumentales et fonctionnelles pour améliorer les conditions de vie (économique, sociale et culturelle) afin de participer efficacement au développement de leur pays.

Depuis la Conférence internationale sur l'éducation des adultes en 1997, beaucoup d'efforts ont été consentis en faveur de l'alphabétisation :

- Dans le cadre de la Formation à Distance des agents d'alphabétisation(FAD),un projet initié de 1997 à 1999 par l'Agence Internationale de la Francophonie (OIF) a permis au Tchad de former 228 agents dont 167 hommes et 61 femmes ;
- Sur le plan politique et Institutionnel, un Secrétariat d'Etat chargé de l'Alphabétisation a été créé ; La DAPLAN est érigée en Direction générale, sous cette Direction générale trois directions techniques qui sont :
 - 1. La DIAl. (Direction de l'Alphabétisation);
 - 2. La DEBNF (Direction de l'Education de Base Non Formelle);
 - 3. La DPLN (Direction de la Promotion des Langues Nationales);
- Durant la campagne d'alphabétisation 1998-1999, la stratégie (EFE) a proposé d'augmenter l'effectif des apprenants de 89 788 à 223 421 dont 60 % des femmes ;

- La signature du décret 900 /PR/PM /MFPTE/2006 fixant le statut particulier des corps de fonctionnaires du secteur de l'Education. Au Chapitre 1, Article 1^{er}, le décret fixe le statut particulier des corps de fonctionnaires et des cadres de l'Education parmi lesquels il y a l'Alphabétisation;
- L'exécution d'un programme national d'alphabétisation fonctionnelle par la Direction de l'Alphabétisation et de la promotion des Langues Nationales, aujourd'hui Direction de l'Alphabétisation, a permis de réduire de manière substantielle le Taux Général d'Analphabétisme qui était de 86,5 % en 1993 à 67 % en 1998 (EDST/BCR/ 2004);
- Les néo-alphabètes deviennent des animateurs des classes d'alphabétisation, gèrent leurs ressources financières, participent au développement de leur terroir ;
- L'augmentation des centres d'alphabétisation de 1800 à 2452;
- Un Programme National de Formation des agents d'Alphabétisation a été élaboré et mis en œuvre pour renforcer les compétences des ressources humaines du secteur d'alphabétisation;
- La création d'une filière professionnalisée en alphabétisation en 2003 au sein du Département des sciences du langage de la faculté des lettres et Sciences Humaines pour la formation des cadres supérieurs en alphabétisation. Cette filière a déjà fait une promotion d'inspecteurs principaux en alphabétisation et deux promotions de conseillers d'alphabétisation;

4.2 Nouvelles politiques adoptées et mises en œuvre

Les nouvelles politiques adoptées et mises en œuvre sont issues de la volonté politique du gouvernement et de ses partenaires dans les domaines de :

- La lutte contre le SIDA qui a abouti à la création d'une cellule anti-sida au sein du Ministère de l'Education Nationale. Cette cellule organise souvent des sessions de formation au profit des cadres du ministère, des jeunes et des adultes à travers le pays, notamment dans des centres d'alphabétisation;
- La lutte contre la pauvreté par la SNRP qui définit des orientations d'appui à toutes les couches sociales, particulièrement les ;
- Le programme national d'alphabétisation adopté et mis en œuvre par la stratégie du faire faire qui permet à tous les acteurs de l'éducation et de la formation des adultes de participer à la gestion de la nouvelle vision du gouvernement;

- La lutte contre la désertification introduite dans les programmes d'alphabétisation par la production des supports didactiques décrivant les méfaits de l'action de l'homme sur l'environnement;
- La démocratisation de la vie publique, l'initiation à la culture de la paix et la multiplication des associations des droits humains qui contribuent à l'éducation des adultes grâce à la distribution des affiches problèmes dans les centres d'alphabétisation.

4.3 Exemples de pratiques efficaces et de programmes d'alphabétisation innovants

- Dans la pratique, la création d'une cellule anti-sida au sein du Ministère de l'Education Nationale a permis de sensibiliser le personnel administratif, les animateurs, les élèves et les apprenants des centres d'alphabétisation sur le danger de la pandémie.
- Le cas de la lutte contre la pauvreté est une opportunité offerte aux femmes regroupées dans les centres d'alphabétisation de pouvoir obtenir de micro crédits pour la réalisation des activités génératrices de revenus.
- Pour la protection de l'environnement, les mois de juillet et août sont retenus par le ministère de tutelle à la distribution de jeunes plants pour le reboisement du pays.
- La participation des apprenants à la prise en charge de leur formation,
- L'éveil de la conscience des apprenants sur des questions liées au développement;
- La mise en place des programmes d'appui socio éducatif, d'éducation au développement endogène, programme de leaders jeunes, programme de rééducation et réinsertion sociale des jeunes de 10 à 20 ans

4.4 Illustrez de quelle manière les politiques et les programmes contribuent à l'égalité entre les sexes. Décrivez l'importance accordée aux femmes et aux autres groupes cibles.

- La sensibilisation exhorte les femmes à s'inscrire plus massivement dans les centres d'alphabétisation et les jeunes filles dans les centres d'éducation de base non formelle au même titre que les hommes et garçons.

- Le financement des activités génératrices de revenus est beaucoup plus orienté vers les femmes que vers les hommes.
- Au niveau des programmes d'alphabétisation, l'offre d'inscription des femmes (60%) est plus importante par rapport à celle des hommes. On note toutefois une inégalité au niveau de l'effectif des femmes par rapport aux animateurs.
- L'approche genre a permis la responsabilisation, la participation et l'autonomisation des femmes.

4.5 <u>Politiques et programmes visant à construire des environnements alphabétisés</u>

L'environnement lettré n'est pas assez développé au Tchad. Cependant, certaines ONG disposent de bibliothèques qui sont mises à la disposition des néo-alphabètes. L'UNESCO a contribué à la mise en place de quelques bibliothèques villageoises dans les localités de Mara, Djarmaya, Koundoul autour de N'Djaména et à Moulkou dans le Mayo Kebbi Est, etc.

La post-alphabétisation est alimentée par des brochures et livrets produits par le Ministère de l'Education Nationale et ses partenaires des services publiques. Il s'agit des livrets sur l'environnement, la santé, l'élevage, la culture attelée, les écritures saintes, les journaux ruraux, les affiches murales, les brochures sur la sauvegarde de la culture, sur la gestion de micro finance, etc.

Beaucoup d'efforts restent à faire dans le domaine de l'environnement lettré. La multiplication des bibliothèques villageoises sur l'étendue du territoire, la mise en place de la presse rurale, la formation des écrivains, ... sont autant de défis à relever.

5. Attentes à l'égard de CONFINTEA VI et perspectives d'avenir pour l'EdFoA

5.1 Les résultats attendus de la CONFINTEA VI

Les résultats attendus de la CONFINTEA VI peuvent se résumer en quelques points :

- Favoriser les échanges d'expériences avec les pays ayant de bonnes pratiques en matière d'alphabétisation de post-alphabétisation et d'Education de Base non Formelle ;
- adopter une résolution rendant obligatoire l'inscription de l'éducation et de la formation des adultes dans tous les projets et les programmes de développement ;
- obliger chaque pays à la conférence de traduire dans les faits les résolutions qui seront prises par la CONFINTEA VI

5.2 Les principaux défis à relever et perspectives

Les principaux défis concernent :

- 6 La définition des objectifs et stratégies de la Post Alphabétisation ;
- 7 La détermination nationale (politique et technique) en matière d'éducation et de formation des adultes ;
- 8 La Sensibilisation continue de certaines communautés linguistiques pour l'alphabétisation en langues nationales ;
- 9 La mobilisation pour l'éducation non formelle ;
- 10 L'accentuation de l'alphabétisation des femmes et les mesures d'accompagnement.

BIBLIOGRAPHIE

- Bureau Central de Recensement (BCR), 1995, Population Active; Recensement Général de la Population et de l'Habitat d'avril 1993, N'Djaména;
- Ministère de l'Education Nationale, *Données statistiques sur l'Education, Années scolaires 1996-1997 à 2006-2007*;
- Ministère de l'Education Nationale, *Plan Décennal de Développement de l'Education et de l'Alphabétisation : Diagnostic et Stratégie*,
- Ministère de l'Education Nationale, *Rapport de l'Atelier sur la Conceptualisation et la production des matériels didactiques*, N'Djaména 1997;
- Ministère de l'Education Nationale Actes des Etats Généraux de l'Education Nationale, Rapport général des travaux, N'Djaména 1994, 356 pages ;
- Ministère des Enseignements de Base Secondaires et de l'Alphabétisation, La Déscolarisation et la non Scolarisation au Tchad : proposition d'une alphabétisation fonctionnelle en faveur des groupes cibles, Pr DJARANGAR Issa Djita et Collaboration, consultants, N'Djaména 1999, 37 pages ;
- Ministère des Finances, de l'Economie et du Plan, *Tchad, profil de pauvreté : Deuxième Enquête sur la Consommation et le Secteur Informel au Tchad ECOSIT2,* INSEED, novembre 2006 ;
- UNICEF, Etudes de faisabilité des Activités Génératrices de Revenus dans la zone de convergence du Programme de Coopération Tchad-Unicef, Charles YONOUDJOUM, Consultant, N'Djaména 2003, 62 pages;
- Agence Internationale de la Francophonie, *Manuel de Formation à Distance de l'Alphabétiseur*, Paris 1997, 239 pages ;
- Table Ronde de Genève IV : Réunion Sectorielle sur l'Education et la Formation, Diagnostic et Stratégies, N'Djaména, janvier 2000 ;
- UNICEF, Actes du Séminaire National sur l'Education de Base non Formelle, N'Djaména 1997;